

Services Techniques//



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR26_0021 - Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation avenue du Château

Le Maire de la commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment ses articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment ses articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu le Manuel du chef de chantier, volume 3,

Vu la délibération n° 25_055 du 19 juin 2025 fixant les tarifs et quotients applicables à partir du 1^{er} septembre 2025,

Vu l'arrêté n° ARR24_0322 du 6 décembre 2024, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Hafid IABASSEN, 10^{ème} adjoint au Maire délégué aux travaux, à la propreté des espaces publics et à l'entretien des espaces verts,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Montigny-lès-Cormeilles, modifié par délibération du Conseil municipal du 6 décembre 2011,

Considérant que l'entreprise EVVO doit effectuer la réfection des trottoirs au 11, avenue du Château à Montigny-lès-Cormeilles, **du 26 janvier au 20 février 2026**

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers durant ces travaux par l'aménagement de la circulation et de prévoir une réglementation adaptée,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise EVVO est autorisée à procéder aux travaux de réfection des trottoirs au **11, avenue du Château à Montigny-lès-Cormeilles, du 26 janvier au 20 février 2026.**

Article 2 : Afin de permettre la réalisation des travaux :

- La circulation piétonne sera interdite sur le trottoir au droit des travaux,
- La voie de circulation des véhicules sera neutralisée devant le 11 avenue du Château.

Article 3 : Cette réglementation sera accompagnée de la mise en place des mesures suivantes :

- Une déviation piétonne sera mise en place sur le trottoir opposé.
- La circulation des véhicules sera alternée et régulée par des feux tricolores ou par deux hommes trafic de l'entreprise.

Article 4 : La société s'assurera de ne pas entraver la circulation des services de secours, d'ordures ménagères et les bus de transports en commun, ainsi que l'accès aux propriétés riveraines.

Le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, sous la responsabilité de l'entreprise.

Article 5 : Le pétitionnaire devra s'acquitter d'une redevance d'un montant fixé à

8 544 euros soit :

Emprise chantier sur trottoir : **12 euros x 178 m² x 4 semaines = 8 544 euros**

Article 6 : La signalisation, y compris dynamique, et le balisage, les barrières de chantier pour la protection des travaux et des usagers seront exécutés par l'entreprise EVVO, qui prendra toutes dispositions pour la pose, la maintenance et la dépose de ces dispositifs, conformément au Code de la route en vigueur, et au Manuel du chef de chantier, volume 3.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché sur le site par l'entreprise, au moins 48h00 avant le début des travaux. En aucun cas, l'arrêté sera scotché ou punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des travaux.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Madame la Directrice générale des services, Madame la Responsable de la police municipale, Monsieur le Commissaire de Police et tous les agents de la force publique

N°ARR26_0021

(police nationale et police municipale), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 22 janvier 2026

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautil, 95100 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Pour le Maire,
Miloud GOUAL





Hafid IABASSEN,
Maire Adjoint aux Travaux, à la
Gestion et à la Défense du Patrimoine des Espaces Publics et à
l'entretien des Espaces Verts

Mis en ligne sur le site de la ville le : 26 Janvier 2026.

